

La « lutte contre la pauvreté » comme contre-insurrection, seconde partie

Raúl Zibechi

lundi 6 juin 2011, mis en ligne par [Dial](#), [Raúl Zibechi](#)

Nous continuons, avec ce texte de Raúl Zibechi, la publication de textes critiques de la notion de développement [1] et, ici, des programmes d'« aide au développement » et de « lutte contre la pauvreté ». Ce texte, dont la [première partie](#) a paru dans le numéro de [mai 2011](#) et dont nous publions ici la seconde, est une traduction du chapitre 1 du livre Progre-sismo : la domesticación de los conflictos sociales (Santiago du Chili, Quimantú, 2011, p. 23-50).

De l'échec mexicain au « renforcement des organisations »

Le Programme national de solidarité (PRONASOL) fut un programme très ambitieux : il s'est proposé de combattre la pauvreté avec la participation des communautés et en appelant la société à participer par la création de « comités de solidarité » qui furent les cellules de base du programme. Durant les six années de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994), 170 000 comités furent créés dans tout le pays, ce qui est révélateur de l'effort réalisé. Cependant, loin de contribuer à diminuer la pauvreté – les analystes mexicains sont tous d'accord là-dessus – le Programme de solidarité fut l'un des facteurs qui aggrava le mécontentement chez les paysans et les Indiens, lesquels soutinrent le soulèvement zapatiste du 1^{er} janvier 1994.

La naissance du PRONASOL, encore appelé Solidarité, est une conséquence des graves problèmes de gouvernamentalité [2] et de légitimité, découlant de l'évidente fraude électorale contre le Front démocratique national de Cuauhtémoc Cárdenas [3], lors des élections présidentielles de 1988. Les fonds destinés aux dépenses sociales, éparpillés en une multitude de projets non coordonnés, furent centralisés et transférés à PRONASOL pour soutenir trois secteurs : bien-être social, projets productifs et développement régional. Le programme concentrait le pouvoir dans les mains du gouvernement pour qu'il « canalise les ressources financières vers les zones de turbulence ou vers les groupes de mécontents » (Mackinlay et de la Fuente, 1994 : 69).

En fait, PRONASOL cherchait à renforcer l'État en restructurant ses bases à un moment où le néolibéralisme était en plein essor au Mexique, lequel, à son tour, s'apprêtait à signer l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Cette volonté de promouvoir une si vaste participation de la société au moyen des comités – qui étaient créés pour réaliser un travail précis et qui nommaient les personnes chargées de son exécution et de sa surveillance – visait à écarter les organisations corporatistes et corrompues qui n'auraient cherché que leur propre avantage. Sur ce point, il me paraît bon de reprendre l'analyse d'Héctor Díaz-Polanco concernant le PRONASOL.

Dans l'élaboration du programme, deux courants de pensée ont exercé leur influence. D'un côté, les intellectuels mexicains qui défendaient l'idée de travailler avec le secteur social de l'économie, c'est-à-dire ces organisations de paysans et de travailleurs qui auraient réalisé un travail collectif, auraient détenu la propriété sociale et auraient utilisé les excédents également selon un critère social. Le second courant est

venu de la Banque mondiale, qui proposa un vaste programme d'aide à la lutte contre la pauvreté au moyen d'un renforcement de la participation communautaire, ce qui fut ensuite appelé « développement participatif » (Díaz-Polanco, 1997 : 104-125).

De cette manière, on espérait rendre compatibles le paquet de l'ajustement macro-économique et une stabilité sociale qui garantirait la gouvernementalité. L'un des objectifs était que l'inévitable tension sociale – provoquée par l'augmentation de la pauvreté et la déstructuration des réseaux de survie des paysans et des secteurs populaires urbains – trouve une caisse de résonance dans le PRONASOL. Tandis que la stratégie économique néolibérale restait assujettie aux décisions d'en-haut dans des domaines éloignés de la population, une sphère sociale s'ouvrait où les secteurs populaires auraient pu négocier leurs revendications et leurs priorités. Il semble difficile de mieux synthétiser la proposition de la Banque mondiale :

Dans cette sphère populaire, on inciterait les secteurs sociaux à participer et à investir leurs propres efforts pour surmonter leurs carences, avec l'aide des gouvernements et, éventuellement, de quelques organisations non gouvernementales. Le dialogue ici s'établit entre des organisations sociales considérées comme des molécules – que bien souvent le propre gouvernement doit promouvoir – et l'État comme représentant de la nation, à condition de ne jamais mettre sur la table les grands thèmes stratégiques qu'il convient de traiter dans une autre sphère (Díaz-Polanco, 1997 : 109).

Pour obtenir que ce secteur s'implique, il était proposé d'adopter quatre critères : respecter l'identité, la culture et l'organisation des peuples indiens ; faire participer les peuples et communautés à travers leurs organisations véritablement représentatives ; laisser participer toutes les organisations sociales sans aucune discrimination ; enfin, éviter la substitution des sujets sociaux, le paternalisme et l'intermédiation. Au-delà de la déclaration d'intentions de la Banque et de l'Institut national indianiste (INI) – qui joua un rôle éminent dans l'exécution du programme – et d'un diagnostic assez juste de la réalité, le PRONASOL non seulement n'a pas pu atteindre les objectifs qu'il s'était fixés mais a obtenu exactement l'inverse.

Les fonds utilisés furent importants. Les dépenses de Solidarité dans l'État de Chiapas ont augmenté de 130% entre 1989 et 1990 et de 50% l'année suivante ; elles étaient destinées au bien-être social et aux travaux publics et seulement à hauteur d'un peu plus de 10%, à l'aide aux activités productives (Harvey, 2000 : 195). Durant les trois premières années, on considéra que le programme était un succès, mais particulièrement dans un domaine : « atténuer et contrôler les situations d'ingouvernementalité » (Mackinlay et de la Fuente, 1994 : 75). Cependant, à l'échelon local, de fortes tensions apparurent entre les groupes qui voulaient s'assurer le contrôle des ressources financières pour renforcer leurs propres réseaux sociaux. Les projets tombaient à l'eau non seulement à cause du bureaucratisme et de la centralisation, mais aussi en raison de la prédominance des appareils techniques aux dépens des leaders des organisations sociales. En réalité, malgré le discours sur la décentralisation et la participation, le gouvernement de Salinas tira tous les fils du PRONASOL. Cela eut des effets très violents sur les peuples indiens et les secteurs populaires organisés. D'après Díaz-Polanco, le véritable but du PRONASOL n'a jamais été d'attaquer à fond la pauvreté mais de faire contrepoids aux conséquences du programme néolibéral.

Au Chiapas, les analyses les plus diverses, y compris les officielles, estiment que le PRONASOL a créé une situation de crispation sociale qui a facilité l'expansion du zapatisme. Le Chiapas fut l'État où le programme connut son plus ample développement et où furent créés le plus de comités de solidarité. Mais comme l'objectif était de s'en assurer le contrôle, le programme a dérapé et affaibli les organisations indépendantes et il a facilité la création de multiples groupes sous son contrôle direct. C'est ainsi que furent démantelées les organisations qui assuraient le tissu d'intermédiation sociale à la campagne. Les conséquences furent que les classes dominantes locales ont utilisé le programme Solidarité pour détourner des fonds à leur profit, que les inégalités sociales et interrégionales se sont accentuées, et que s'est installé un climat d'irritation et de désespoir dans les communautés, surtout en raison de la suppression de leur indépendance dans les choix d'organisation et d'action.

Tandis que Solidarité visait à ce que la participation des organisations paysannes se convertisse en « contrepoids des élites locales », la réalité a montré que le contrôle et la manipulation des fonds par le gouvernement étatique de Patrocinio González Garrido est devenu l'« un des facteurs qui ont contribué à générer divisions et mécontentement parmi les communautés indiennes » ; cela, à son tour, a fait que dans les premiers jours de février 1994 « de nombreux groupes de paysans ont occupé les municipalités de leurs communes pour réclamer la destitution de leurs maires » (Harvey, 2000 : 196-197). La désastreuse expérience mexicaine, dans laquelle aussi bien le gouvernement que la Banque avaient placé tant d'espérances, devait nécessairement être évaluée pour ne pas répéter les erreurs. Les conclusions qu'en tire Díaz-Polanco ne semblent pas très éloignées de celles données par les propres fonctionnaires de l'organisme multilatéral :

Les politiques gouvernementales de développement pour les peuples indiens requièrent l'existence d'un interlocuteur valable. En grande partie, l'échec ou la faible efficacité des programmes pour obtenir des résultats substantiels et durables, est directement lié à la faible organisation de l'économie, des communautés et des peuples, spécialement à l'échelon régional [...]. La carence commune de ces organisations solides est un *handicap* pour que les programmes puissent trouver (à supposer qu'on la cherche vraiment) un sujet social - représentatif, doté de légitimité et de force morale au sein des communautés - capable de les faire fonctionner (Díaz-Polanco, 1997 : 124).

De là, nous pouvons passer, directement, au programme suivant de lutte contre la pauvreté : le Projet de développement des peuples indiens et noirs de l'Équateur (PRODEPINE) mis en place à partir de 1997. Ce programme visait précisément à résoudre les difficultés rencontrées par Solidarité au Mexique ; c'est pourquoi la priorité de la Banque devint le « renforcement des organisations ». Il faut seulement noter que l'efficacité que désiraient les politiques gouvernementales au sujet des peuples indiens, peut être extrapolée à l'ensemble de la société.

Le PRODEPINE est né de la signature d'une convention internationale entre la Banque mondiale et le Fonds international pour le développement indien, avec l'appui du gouvernement équatorien, pour un total de 50 millions de dollars. La Banque se proposait de mobiliser le *capital social* comme étant le chemin pour rendre acteurs les exclus, ce qui se traduisait par la proposition de renforcement des organisations, et impliquait donc la participation active des organisations indiennes. Le directeur exécutif du PRODEPINE considérait que jamais auparavant n'avait été réalisé en Amérique latine un projet aussi décentralisé, novateur et participatif que celui-là. La façon avec laquelle il impliquait les organisations sociales non seulement améliora considérablement l'exécution du projet mexicain, mais devint un modèle à suivre pour de futurs projets.

Un dirigeant paysan décrit les étapes que franchissent les organisations de second degré (OSD) quand elles travaillent avec le programme :

D'abord les OSD font leur autodiagnostic. Le PRODEPINE ne fait pas cela, ses seules actions consistent à mettre les fonds sur un compte de l'organisation, lui fournir la méthodologie, assurer le suivi, lui donner les règles, et c'est l'organisation qui engage les techniciens, les siens propres ou de l'extérieur [...]. Le premier accord s'arrête là. Le second accord en deux mots, c'est que nous-mêmes nous fournissons les fonds pour engager un professionnel, car la conception d'un projet est déjà un travail technique [...] Une fois que le projet est prêt, nous passons à l'exécution. Là encore, l'organisation apporte les fonds et engage quelques techniciens, au minimum un comptable et un administrateur, et on passe à l'exécution (Bretón, 2001 : 233).

Les organisations contrôlent tout le processus, tandis que le PRODEPINE, c'est-à-dire la Banque mondiale, ne fait que financer, accompagner, former, conseiller et contrôler. En plus, elle réalise une

action clé : un recensement des organisations pour obtenir « des pistes sur la qualité des structures des organisations et sur les capacités de chaque OSD d'assumer les responsabilités avec pertinence (Bretón, 2001 : 234). C'est là le point sensible. Le renforcement des organisations consiste, après le recensement et le relevé des organisations, à différencier celles qui sont déjà aptes à travailler avec le programme de celles qui doivent être « aidées » pour qu'elles acquièrent ces qualités qui, aux yeux de la Banque, leur manquent encore.

Le PRODEPINE fut exécuté entre 1998 et 2002, mais le projet commença à mûrir en 1995, dans une conjoncture clé. Un an avant, en 1994, le soulèvement zapatiste avait pulvérisé les objectifs du PRONASOL au Mexique et, la même année, en Équateur, s'était produit un second soulèvement indien qui envoya lui aussi dans les cordes la gouvernamentalité tant désirée. Pour cette raison, nous pouvons affirmer que la politique du renforcement des organisations, comme toutes les politiques antérieures, visait à domestiquer le mouvement indien, en limant ses arêtes les plus antisystémiques, en opérant depuis l'intérieur et en exerçant une influence au sein même du mouvement.

Le combat progressiste contre la pauvreté

Il me paraît important de mettre en relief comment la Banque mondiale a créé un ensemble de concepts qui, avec quelques variantes, nous accompagne jusqu'à aujourd'hui. Le premier et le plus important est de placer au centre le combat contre la pauvreté. La priorité de cette politique n'est pas remise en question par les forces de gauche, elle fut même assumée sans problème comme l'axe de leurs politiques sociales. Le combat contre la pauvreté comporte une batterie de concepts et de méthodologies de travail qui ont été adoptées sans examen critique, comme si c'étaient des données réelles, par les gouvernements progressistes installés dans la région à partir de 2000. Parmi ces concepts, il faut signaler les « nécessités de base », « l'extrême pauvreté » et « l'exclusion », ainsi que la « participation sociale » pour combattre la pauvreté, et la « mobilisation » (et par conséquent l'organisation) des pauvres pour rendre plus efficace un tel combat ; mais il y en a beaucoup d'autres. Au moment où le soulèvement social contre le modèle était au plus haut, sont même apparus des concepts comme « autonomie », afin de tenter de recueillir les aspirations populaires pour les recycler en instruments au service de la gouvernamentalité.

Dans la dernière phase, quand il devient évident que des pans entiers de la société se soulèvent contre le modèle, les politiques ciblées et compensatoires se révèlent incapables d'atteindre leur objectif central : le combat contre la pauvreté. Il s'agit alors, comme on a tenté de le faire au Mexique de façon brouillonne et en Équateur de façon ordonnée, d'impliquer l'ensemble du mouvement social dans les politiques sociales et la gouvernamentalité. Cependant, la délégitimation du modèle néolibéral, et de la Banque mondiale elle-même, a créé une ambiance propice à l'introduction de quelques modifications dans les politiques sociales. Les politiques ciblées passèrent au second plan et on commença à donner la priorité à l'universalisation, tout au moins en paroles. Dans quelques pays du Cône Sud, on commença à croiser des perspectives qui n'émanaient plus des institutions multilatérales mais d'autres agences, certaines très proches des mouvements sociaux, qui pendant un moment accompagnèrent les mobilisations contre le modèle.

Une des nouveautés majeures introduites par le progressisme – outre l'accent mis sur le territoire – est en relation avec l'*économie sociale* ou *économie solidaire*, qui devint l'un des axes des politiques sociales. Dans plusieurs pays de la région (en particulier en Argentine, au Brésil et au Venezuela) on cherche à renforcer un secteur fondé sur la coopération et l'aide mutuelle qui n'est ni l'économie privée, ni l'économie d'État. En Argentine, il existe 21 729 coopératives et 7 396 mutuelles immatriculées, qui constituent à peine l'un des trois pans de l'économie sociale ; les deux autres sont les entreprises récupérées et « le monde de l'entrepreneuriat et de l'auto-emploi, soit individuel soit associatif » (Arroyo, 2009 : 85). Au Brésil, le Secrétariat national de l'économie solidaire (SENAES) a recensé 14 956 entreprises d'économie solidaire en 2005, avec 1 250 000 membres, entre coopératives, associations et groupes informels (Ministère du travail et de l'emploi, 2006 : 12).

Depuis la mise en place du « Plan national de développement local et d'économie sociale Mains à l'ouvrage » en 2003, jusqu'à la mise en marche de « Argentine au travail - Programme d'intégration

sociale avec travail » en 2009, le gouvernement argentin, au moyen de l'aide aux entreprises productives, cherche à « intervenir dans les groupes vulnérables pour qu'ils puissent s'insérer dans le monde productif et créer des liens avec le secteur privé pour former et/ou consolider des processus productifs durables » (Arroyo, 2009 : 90). Depuis 2003 jusqu'à la fin de 2009, Mains à l'ouvrage s'est consacré à renforcer des entreprises de premier échelon qui promeuvent l'auto-emploi dans le but de créer un lien entre l'État, les organisations sociales et les citoyens », grâce à l'appui technique et financier et en promouvant « des alternatives de commercialisation associées » (Ministère de développement social, 2009 : 18). Le programme travaille avec des coopératives et des mutuelles déjà existantes et favorise la création d'autres, mais il travaille aussi avec des usines récupérées. De même que son homologue brésilien, il a contribué à la réalisation du V^e Congrès d'économie sociale auquel participèrent 3000 représentants d'entreprises diverses. Il faut ajouter que l'État n'est pas seulement fournisseur mais aussi un des principaux clients de ces initiatives.

Le programme Argentine au travail a plus d'incidence sur les mouvements sociaux. C'est la politique sociale la plus ambitieuse qu'a lancée le gouvernement argentin : elle crée 100 000 postes de travail dans des coopératives comptant un minimum de 60 membres, qui gagnent 1 300 pesos mensuels (335 dollars). Elle se présente comme quelque chose de nouveau, ni politique ciblée ni financements, parce que son objectif est de « récupérer la dignité du travail » (Ministère du développement social, 2010b). Les candidats s'inscrivent et sont ensuite sélectionnés s'ils satisfont à une série de conditions requises (sur 144 000 inscrits, 40 000 ont été retenus), le ministère réalise des visites dans les quartiers et à domicile, ainsi que des entretiens personnels avec les sélectionnés et on leur offre une formation minimum, pour travailler dans des coopératives qui réaliseront des travaux publics de moyenne et faible complexité. Le travail s'effectue en équipes sous la responsabilité d'un contremaître et le salaire pourra être retiré à la banque avec une carte de débit.

D'après la ministre Alicia Kirchner [4], il ne s'agit ni d'une politique d'assistance ni de compensation, vu « qu'une coopérative te permet de construire une organisation sociale, où les gens commencent à s'aider de manière différente » (Ministère de développement social, 2010a). Comme le programme s'adresse à des personnes qui n'ont pas de revenus ni d'aides sociales, ni aucune autre forme d'allocation, et qu'il offre une rémunération sensiblement supérieure à celle des autres programmes (le revenu est huit fois supérieur aux versements de base), il a généré une grande espérance. Les organisations territoriales, comme le Front Dario Santillán, reconnaissent qu'il s'agit du plan social le plus ambitieux lancé jusqu'à présent, tant par la quantité de personnes concernées que par le montant du salaire, qui se situe bien au-dessus de ce qu'un chômeur peut espérer toucher pour un travail au noir, à tel point que « plusieurs compagnons et compagnes dans les quartiers ont déjà abandonné les travaux précaires pour s'inscrire au plan » (Front populaire Dario Santillán, 2009).

Bien sûr, ce qu'entend le gouvernement par économie sociale est à peine une caricature de ce que réellement on propose sous cette appellation. Il ne s'agit pas de véritables coopératives, puisque les membres ne se connaissent pas auparavant et sont formés par la hiérarchie ; en outre on favorise le travail précaire, pour seulement six mois, en utilisant la formule de la coopérative. En tout cas, la proposition eut un impact sur les mouvements qui n'hésitent pas à inscrire leurs membres avec l'espoir de disputer le contrôle des coopératives pour les transformer en espaces autonomes vis-à-vis de l'État. En second lieu, il paraît évident que se produira quelque chose de similaire à ce qui a été vécu au Mexique avec le PRONASOL : la bureaucratie de l'État et la culture politique dominante finiront par couler le programme. Dans ce cas, tout l'engrenage des intendants péronistes de la périphérie urbaine est bien disposé à utiliser le programme Argentine au travail pour consolider le clientélisme. Ce n'est pas pour rien que les mouvements réclament « des coopératives sans *punteros* [5] ».

Il est clair que ce programme peut être une fenêtre intéressante pour observer comment l'économie solidaire, ou sociale, est passée en très peu de temps, de la plaine aux ministères, d'une forme, parmi d'autres, de résistance et de lutte pour changer le monde, à son inscription comme importante politique sociale venue d'en-haut. C'est, pour le dire rapidement, le dernier outil manié par le progressisme gouvernemental pour maintenir la gouvernamentalité.

S'il est bien établi que le concept d'économie solidaire a plus de deux siècles d'histoire, toujours lié à la résistance des travailleurs au capital (Arruda, 2005), en Amérique latine il a à peine deux décennies. Le premier à le formuler fut Luis Razeto, économiste chilien lié aux mouvements urbains. Au début des années 1980, quand il revint de son exil dû à sa militance communiste sous le gouvernement de Salvador Allende, il se proposa de comprendre comment faisaient les gens, dans les quartiers populaires de Santiago, pour survivre au milieu d'un chômage gigantesque. Quand redoublaient les manifestations de *pobladores* [6], qui organisèrent des soupes populaires ainsi qu'une ample gamme d'initiatives pour arriver à survivre, Razeto observa des pratiques économiques différentes des pratiques hégémoniques, basées sur des valeurs et des rationalités comme le don, la coopération et la frugalité, qui n'existent pas dans l'économie capitaliste. À partir de ce moment-là, il travailla avec la plus grande rigueur pour trouver comment faire en sorte que ces liens puissent aboutir à des pratiques qui leur permettent de passer de l'*économie populaire* à l'*économie de la solidarité* (Razeto, 2002).

Razeto rejeta cependant la voie étatique avec des arguments très proches de ceux du zapatisme, mais formulés quelques années avant l'irruption de l'EZLN. Dans ses réflexions, il cherchait, outre de nouveaux chemins pour le changement social, à tracer un bilan de sa militance communiste. Il affirma que la première erreur est de croire que le changement doit être global, c'est-à-dire chercher un modèle qui suppose une restructuration complète de la société, car pour le conduire il sera indispensable de compter avec les mécanismes de pouvoir que seul offre l'État. C'est justement cette concentration de pouvoir que cherchent à éviter ceux qui désirent changer le monde, dit Razeto, car cela implique de reconstruire des relations de domination et subordination. Pour changer le monde, il faut créer quelque chose de nouveau, la véritable attitude transformatrice est donc l'activité créatrice, qui peut consister à construire de nouvelles réalités, exemptes d'injustices, d'oppressions, d'inégalités, qui nous poussent à promouvoir le changement social (Razeto, 1993).

Bien qu'il ait été un des fondateurs du Parti des travailleurs (PT) au Brésil, l'économiste Marcos Arruda soutient une position assez proche. Lorsqu'il réfléchit sur la manière par laquelle l'économie solidaire peut s'imposer, il se dit convaincu que « grâce à son expansion et irradiation, au moyen de la communication et de l'éducation solidaire, de l'effet de démonstration, du dialogue et de la persuasion, ce système, progressivement, occuperait de plus vastes espaces et construirait une économie du travail émancipé » (Arruda, 2005 : 163). Arruda a quitté le PT et s'est transformé en critique déterminé du gouvernement de Lula.

Le courant favorable à ce que l'État joue un rôle dans l'économie solidaire, a en la personne de l'économiste José Luis Coraggio un de ses plus remarquables défenseurs. Son point de départ fut le passage du *secteur informel* à l'*économie populaire*, basée sur les unités familiales (Coraggio, 1994), pour continuer ensuite un parcours qui le conduisit à formuler l'*économie du travail* et à adopter postérieurement l'*économie sociale* (Coraggio, 2004). Il distingue trois sous-systèmes : l'économie du capital, l'économie publique et l'économie sociale ou du travail. À son avis, cette économie parviendrait à être hégémonique en dépassant de la fragmentation qui caractérise l'économie populaire, grâce à des programmes qui permettraient d'étendre et consolider des réseaux de coopération et d'échanges, ce qui, avec l'aide de l'État, peut lui permettre d'exercer un pouvoir sur le marché et sur l'administration publique. Bien qu'il défende l'autonomie des entreprises, « il se propose d'insister de plus en plus sur l'incarnation de ses valeurs au sein de l'administration publique et du système politique » (Coraggio, 2004 : 288).

Ses réflexions ont évolué selon un parcours similaire à celui des partis qui composent le Forum de São Paulo [7] depuis le début des années 90, qui les amena à participer aux gestions municipales, et ensuite aux gouvernements nationaux. Il affirme que l'économie sociale ne peut croître sans l'appui de l'État, en particulier des gouvernements locaux. À l'heure d'expliquer comment l'économie sociale parviendra à disposer des « ressources productives externes » (c'est-à-dire des moyens de production aux mains de la bourgeoisie), il prône cinq chemins : un système fiscal progressif, la régulation des échanges commerciaux, les dons des agences de coopération et des ONG, le versement de ressources au moyen de subsides et de remises de biens d'État, et les achats par l'État de la production de ce secteur (Coraggio, 2004 : 129-130).

Critique acerbe des politiques ciblées et compensatoires, il défend la croissance de l'économie sociale sans qu'il soit nécessaire d'exproprier les classes dominantes, mais surtout il veut « activer toutes les capacités de tous les citoyens exclus du système du travail » (Coraggio, 2004 : 289). De cette manière, sur la base de la coexistence des trois économies, de l'aide de l'État à l'économie sociale et du renforcement des capacités de celle-ci par la promotion de l'activisme social, il espère qu'à plus ou moins long terme une autre économie se construira. Dans l'une de ses dernières interventions, il explique :

Construire une économie alternative requiert une conjonction entre l'économie publique et l'économie sociale et solidaire qui se rencontrent et s'accordent dans des espaces démocratiques ; c'est un chemin vers la souveraineté du peuple, exercée dans la rencontre des organisations sociales, des représentants politiques et des fonctionnaires publics [...]. La construction d'une autre économie est une tâche pour de multiples acteurs, qui doivent partager les grandes lignes d'une proposition de transformation et apporter et compter sur des ressources suffisantes pour constituer une véritable plateforme d'appui pour les agents de cette nouvelle économie. C'est en même temps une base ferme pour la construction de la citoyenneté, vu que les droits individuels ne peuvent s'exercer pleinement qu'avec autonomie, satisfaction des besoins élémentaires, et en relation solidaire avec les autres (Coraggio, 2007).

Pour en arriver là, il sera nécessaire d'approfondir la redistribution progressive des revenus, en combinant les prestations individuelles avec la constitution de fonds de développement pour les communautés et les associations, qui pourront « décider de manière autonome du meilleur usage de ces ressources » (*idem*). Cette politique s'accompagne de l'investissement public dans les secteurs de l'éducation, la santé, l'énergie, l'eau, la terre.

À grands traits, c'est un projet similaire à celui défendu par Daniel Arroyo, ex-secrétaire aux Politiques sociales du Ministère du développement social argentin, quand fut mis en marche le programme Mains à l'ouvrage. En effet, le projet de ce programme, de même que celui de l'actuel Argentine au travail, consiste à « générer les conditions pour que les familles aient plus de ressources et puissent accéder au moins aux biens et services de base, donc puissent vivre mieux », ce qu'elles ne pourront réaliser qu'en « produisant et vendant » (Arroyo, 2003).

Pour conclure, je voudrais signaler que cette manière progressiste de combattre la pauvreté, c'est-à-dire la version appliquée en Argentine, au Brésil, au Chili, en Équateur et Uruguay, entraîne des changements et des continuités quant aux politiques défendues par la Banque mondiale. Sur certains points remarquables, il y a une évidente distanciation vis-à-vis des politiques défendues par la Banque : l'intention d'aller au-delà de la focalisation au moyen de la massification, ainsi que le changement des politiques macro-économiques, sont, de mon point de vue, les deux aspects les plus notables. Cependant, sur les aspects centraux, il existe une évidente continuité avec la politique des organismes multilatéraux. Il ne faut pas oublier que ces derniers défendent depuis bientôt deux décennies des politiques sociales centrées sur « la mobilisation des pauvres », le travail avec les organisations sociales auxquelles ils délèguent des responsabilités comme le diagnostic et l'exécution, et même la défense de « l'autonomie » de ces organisations, comme je l'ai montré plus haut. L'incorporation de l'économie sociale comme axe des nouvelles politiques pourrait être un aspect très positif si l'on dépassait quelques questions conceptuelles et politiques qui l'affaiblissent. Je crois, néanmoins qu'il existe trois noyaux de base qui restent présents dans les politiques sociales progressistes :

1. La pauvreté continue à être considérée comme un problème, et ce problème, au-delà de l'opacité des discours, consiste en ce qu'elle est vue comme une menace à la stabilité, ou à la gouvernamentalité si l'on préfère. Il est entièrement faux que le problème central de nos sociétés soit l'existence de pourcentages élevés de pauvreté. Le véritable problème est la richesse, c'est-à-dire l'existence d'une classe sociale parasitaire, qui ne joue aucun rôle positif dans la société alors qu'elle dispose du pouvoir suffisant aussi bien pour influencer sur les politiques des États, les agendas publics et les media, que pour détourner l'attention de son

impudique accumulation de richesses. Rompre avec cette conception de la pauvreté comme un problème à résoudre et centrer l'attention sur la richesse, est une exigence pour changer les politiques sociales. C'est une option politique.

2. Comme le font la Banque mondiale et la coopération internationale, la pauvreté devient une « donnée sans origine », une constatation à partir d'une liste de carences et de besoins, de pourcentages de population qui doivent être pris en charge par des programmes d'État (Rodríguez-Carmona, 2009 : 28). Je veux dire que la pauvreté se dépolitise et devient un problème technique, lié à l'application efficiente et efficace de solutions. En la dépouillant de sa signification politique, tout le débat reste centré sur les meilleurs moyens de réduire les pourcentages ; c'est le terrain sur lequel, tout au long de la dernière moitié du siècle, a fleuri une infinité de recettes qui, invariablement, ont pour objectif de décontextualiser, d'occulter la richesse. Dans cette conception, les changements structurels ne manquent certes pas, il peut même y avoir coopération avec les entrepreneurs en faisant appel à leur « responsabilité sociale ». Pourtant, il n'y aura jamais de questionnement sur la propriété privée des moyens de production, jamais un défi à « l'expropriation des expropriateurs », comme le signale Marx. Le grand triomphe idéologique de la Banque mondiale est d'avoir inoculé dans les forces de gauche du système, dans les syndicats et chez les intellectuels progressistes, l'idée que l'on peut en finir avec la pauvreté sans toucher la structure de la propriété. Autrement dit, sans modifier les relations de pouvoir.

3. Les politiques sociales centrées sur le « combat contre la pauvreté » cherchent à éviter le conflit : elles cherchent l'annulation de tout sujet social d'en-bas et veulent qu'existent seulement des sujets de l'État ou des entreprises. Les sujets se forment dans la lutte, ils naissent en son sein et si la société s'installe dans une période de léthargie sociale, les acteurs s'évanouissent. C'est un point clé et déterminant. Toute la politique de la Banque mondiale et des élites mondiales et nationales vise à dé-sujetiser, pour éviter que les différences sociales ne deviennent conflit social. Il faut voir que beaucoup des présupposés avec lesquels travaillent les politiques sociales progressistes (les organisations sociales, l'économie solidaire, l'autonomie et l'horizontalité, l'éducation populaire, etc.) sont nés dans le conflit social, mais séparés de ce conflit, ils se changent en techniques aseptisées, stérilisées de tout lien politico-social, se transformant en outils de la domination, de la gouvernementalité.

C'est le cas de l'économie sociale ou solidaire. Elle est née dans la résistance aux politiques d'ajustement structurel du néolibéralisme, a grandi et s'est répandue dans la recherche d'alternatives pour la survie quotidienne et dans la recherche parallèle d'un agir qui ne reproduirait pas le capitalisme. Cependant, l'économie solidaire n'est en rien à l'écart du conflit. Elle peut être une manière d'acquérir force et autonomie pour affronter le combat en meilleures conditions. Réduite à un ensemble de techniques, elle perd toute signification d'outil émancipateur. En dernier ressort, des créations populaires comme l'économie solidaire sont des façons de créer des pouvoirs qui ne sont pas d'État, des pouvoirs solidaires qui permettent à ceux d'en-bas, comme l'a souligné le sous-commandant insurgé Marcos, de grandir pour affronter et mettre en déroute le capitalisme dans son noyau central : la propriété privée des moyens de production et d'échange.

Bibliographie

- Arroyo, Daniel (2003). « Primer encuentro de investigadores y docentes. La universidad y la economía social en el desarrollo local ». Ministère de développement social, 19 novembre. En ligne : http://www.desarrollosocial.gov.ar/notas/foro1/foro_1ro.asp.
- Arroyo, Daniel (2009). *Políticas sociales. Ideas para un debate necesario*. Buenos Aires, La Crujía.

- Arruda, Marcos (2005). *Humanizar lo infrahumano - La formación del ser humano integral : homo evolutivo, praxis y economía solidaria*. Montevideo, Nordan Comunidad.
- Bretón Solo de Zaldívar, Víctor (2001). *Cooperación al desarrollo y demandas étnicas en los Andes ecuatorianos : ensayos sobre indigenismo, desarrollo rural y neoindigenismo*. Quito / Lleida : FLACSO-Ecuador / Universitat de Lleida, GIEDEM.
- Coraggio, José Luis (1994). « Del sector informal a la economía popular ». Revue *Nueva Sociedad*, n° 131, Caracas, mai-juin.
- Coraggio, José Luis (2004). *De la emergencia a la estrategia. Más allá del 'alivio a la pobreza'*. Buenos Aires, Espacio.
- Coraggio, José Luis (2007). « Crítica de la política social neoliberal : las nuevas tendencias », présentation lors du Congrès de sciences sociales d'Amérique latine et des Caraïbes organisé à l'occasion des 50 ans de la FLACSO, Quito, octobre.
- Díaz Polanco, Héctor (1997). *La rebelión zapatista y la autonomía*. México, Siglo Veintiuno Editores.
- Front populaire Darío Santillán (2009). « Cooperativas sin punteros ». Revue *Cambio Social*, n°5, Buenos Aires, novembre.
- Harvey, Neil (2000). *La rebelión de Chiapas*. México, ERA.
- Mackinlay, Horacio et Juan de la Fuente (1994). « PRONASOL y el campo : ¿un viraje motivado por los sucesos de Chiapas ? ». Dans : *ChiaPaz y la transición democrática : libertad, justicia, democracia*. México, Grupo Parlamentario del Partido de la Revolución Democrática.
- Ministère du développement social (Argentine) (2007). *Políticas sociales de desarrollo y ciudadanía*. Buenos Aires, Ministère du développement social.
- Ministère du développement social (Argentine) (2009). *Rendimos cuentas. Diciembre 2007 - Mayo 2009*. Buenos Aires, Ministère du développement social. En ligne : http://www.desarrollosocial.gov.ar/Uploads/i1/Institucional/Rendimos_Cuentas.pdf.
- Ministère du développement social (Argentine) (2010a). « El Programa Argentina Trabaja ya tiene 70 mil personas trabajando ». Buenos Aires, Ministère du développement social. En ligne : <http://www.desarrollosocial.gov.ar/prensa.asp?idprensa=2116>.
- Ministère du développement social (Argentine) (2010b). « Programa Ingreso Social con Trabajo, Argentina Trabaja ». Buenos Aires, Ministère du développement social. En ligne : <http://www.desarrollosocial.gov.ar/ArgentinaTrabaja/Default.aspx>.
- Ministère du travail et de l'emploi (Brésil) (2006). « I Conferencia Nacional de Economía Solidaria ». Brasilia, Ministère du travail et de l'emploi. En ligne : http://www.mte.gov.br/ecosolidaria/conf_anais.pdf.
- Razeto Migliario, Luis (1993). *Los caminos de la economía de solidaridad*. Santiago de Chile, Ediciones Vivarium.
- Razeto Migliario, Luis (2002). *Las empresas alternativas*. Montevideo, Nordan Comunidad.
- Rodríguez-Carmona, Antonio (2009). *El protectorado. Bolivia tras 20 años de ayuda externa*. La Paz, Plural.

- **Dial** - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 3153.

- Traduction de Sylvette Liens pour Dial.

- Source (espagnol) : Raúl Zibechi, *Progre-sismo : la domesticación de los conflictos sociales*, Santiago du Chili, Quimantú, 2011, p. 23-50 (chapitre 1).

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - <http://enligne.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

Notes

- [1] Voir DIAL 3129 - « [Au-delà du développement](#) » ; 3133 - « [MEXIQUE - Tepito : histoires d'un barrio du centre ville de Mexico](#) », 3137 - « [Quand la misère chasse la pauvreté](#) : entretien avec Majid Rahnama », 3141 - « [L'invention du développement](#) » et 3145 - « [Être comme eux](#) ».

[2] L'exercice du gouvernement - note Dial.

[3] Candidat à la présidence - note DIAL.

[4] Alicia Kirchner, la sœur de l'ancien président, aujourd'hui défunt, Néstor Kirchner a été ministre du développement social pendant la présidence de ce dernier (2003-2007). Elle continue à occuper ce poste dans le gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner - note DIAL.

[5] Les *punteros* sont des militants politiques actifs au niveau des quartiers. Leur mission, rétribuée, consiste à réunir le maximum de votes possibles pour tel ou tel candidat en invitant de différentes manières les habitants du quartier à adhérer au parti correspondant. Leur position d'intermédiaires en fait un élément clé des structures clientélistes - note DIAL.

[6] Les habitants des quartiers populaires (« *poblaciones* ») - note DIAL.

[7] Voir « [NICARAGUA - XVIIe Forum de Sao Paulo à Managua : unis, 86 partis de la gauche latino-américaine condamnent l'impérialisme humanitaire en Libye et appuient le retour de Zelaya au Honduras](#) » - note DIAL.